

## Pot de terre contre pot de fer

Les sénateurs socialistes se sont opposés au projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire (EGALIM). C'est bien la majorité En marche qui a fait preuve de sectarisme en refusant systématiquement les propositions d'amendements et surtout en défendant un texte sans souffle et sans ambition.



EGALIM : une copie à revoir

Et pourtant, au départ, un consensus aurait pu être trouvé. Le lancement des États généraux de l'alimentation en juillet 2017, avait suscité des attentes fortes du côté des producteurs mais aussi des consommateurs. En effet, l'ambition de réunir autour d'une même table l'ensemble des acteurs du monde agricole et agroalimentaire, afin de trouver des réponses au problème central de la répartition de la valeur ajoutée, ne pouvait être que saluée.

Mais, après les grands discours, il ne reste pas grand-chose de concret pour améliorer le pouvoir d'achat des agriculteurs.

En effet, le gouvernement et sa majorité se sont obstinés à refuser que les indicateurs de construction des prix - pourtant essentiels dans leur dispositif - soient validés ou proposés par un organisme public, en l'occurrence l'Observatoire des prix et des marges.

Ils ont finalement laissé aux interprofessions agricoles l'initiative de ces indicateurs, grâce à la ténacité de certains parlementaires notamment du groupe socialiste. Malheureusement, en cas d'échec des négociations, il reviendrait à la grande distribution et aux industriels de le faire. **«Ce sera une fois de plus**

**le pot de terre contre le pot de fer et rien ne changera»,** a déclaré Franck Montaugé, sénateur socialiste du Gers.

Sur les autres dispositions de ce texte, les reculs ont été nombreux : refus d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi, grâce aux votes, notamment de la députée LREM de la 5<sup>e</sup> circonscription du Finistère, Graziella Melchior, ou de Richard Ferrand, rejet des propositions socialistes pour une politique alimentaire plus ambitieuse et surtout rejet de la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes des produits phytosanitaires, issu d'une proposition de loi socialiste de Nicole Bonnefoy. **«Le rejet de ce fonds d'indemnisation relève d'une posture politicienne indigne, car les malades n'ont plus le temps d'attendre. Il se peut même qu'un jour, ils engagent la responsabilité de l'État»,** a indiqué la sénatrice.

Les sénateurs socialistes continueront à se mobiliser pour les revenus et la santé de nos agriculteurs. Ce combat se poursuivra dès le projet de loi de finances pour 2019 dans lequel le gouvernement a annoncé la suppression du dispositif TODE, pourtant essentiel pour des pans entiers de notre agriculture, et particulièrement ceux qui génèrent le plus d'emplois.

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 4/10/2018

SITE DE DEPOT  
P1  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Besoin d'Histoire

Parfois, dans le tumulte médiatique, où le buzz du soir chasse celui du matin, des intellectuels prennent la parole pour remettre les pendules à l'heure. C'est précisément l'exercice auquel s'est prêté Patrick Boucheron, historien professeur au Collège de France, sur *France Culture*, le 25 septembre en dénonçant le «présentisme» et en rappelant l'importance du rôle que doivent jouer les historiens.

«Être présentiste», explique-t-il «c'est être enfermé dans son présent. C'est notre situation contemporaine. Ça veut dire deux choses. Ça veut dire être encombré de son passé. On ne sait pas quoi en faire. Alors on va soit s'en désintéresser agressivement, soit commémorer de façon impulsive. Mais dans les deux cas, on n'est pas libre avec ce passé. Et notre société est présentiste, parce qu'elle est embarrassée de son passé et incapable de comprendre l'avenir.»

L'Histoire est avant tout une école de modestie. Il est salutaire de s'en souvenir afin de ne pas la convoquer à tort et à travers.

# Notre ambition pour l'école

En cette deuxième rentrée scolaire du quinquennat, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, mérite plus que jamais son surnom « *Control X* » (il efface systématiquement ce qu'ont fait ses prédécesseurs).



Une analyse de la rentrée scolaire

C'est ce qu'ont démontré Émilie Kuchel, adjointe au maire de Brest en charge de la politique éducative, et Marc Labbey, vice-président du Conseil départemental en charge de l'Enfance, lors du Conseil fédéral consacré à la rentrée scolaire, le 29 septembre à Trégunc.

Plusieurs dossiers ont été évoqués : dédoublement des classes, rythmes scolaires, suppression de postes, obligation scolaire dès trois ans, démarrage de la réforme du Bac... Mais, on trouve toujours la même ligne directrice : faire des économies sur le dos des élèves en reportant la responsabilité sur les collectivités locales semble être

la ligne directrice de la politique menée par le ministre de l'Éducation nationale.

Le dédoublement des classes de CP et CE1 est systématiquement mis en avant par le gouvernement. On ne peut qu'approuver. « **Mais cette mesure ne concerne que huit écoles dans le Finistère soit 298 élèves** », a rappelé Émilie Kuchel. Et les autres ? Et comment faire lorsqu'il faut trouver deux classes là où une suffisait avant ? Les mairies n'ont qu'à se débrouiller, quitte à utiliser des salles qui servaient auparavant de bibliothèques.

**« Le ministère cherche à faire des économies sur le dos des élèves. »**

Tous les spécialistes de pédagogie, de chrono-biologie savent que les enfants ont besoin de régularité pour apprendre et que la semaine de 4 jours et demi est bien plus profitable que celle de 4 jours mais, pour des raisons, encore une fois budgétaires, le gouvernement a permis aux communes de déroger à la règle. « **C'est une méthode de lâche** », a dénoncé Émilie Kuchel. Car en laissant les communes choisir sans leur donner les moyens, le ministère fait porter sa responsabilité sur les collectivités locales.

**« Il faut regarder les situations locales avec beaucoup d'attention avant de jeter l'anathème sur les élus locaux »,** a

pondéré Michaël Quernez. « **Il faut saluer le courage des municipalités qui sont restées à la semaine de 4 jours et demi mais il ne faut pas stigmatiser celles, y compris à gauche, qui sont revenues aux 4 jours car les réalités budgétaires doivent aussi être prises en compte.** »

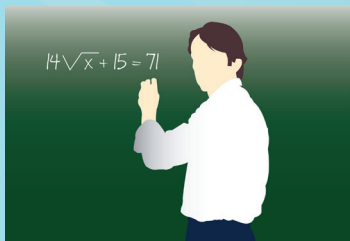


Le Conseil fédéral s'est tenu à Trégunc

Voilà pour le bilan de la rentrée 2018. Mais d'autres sujets risquent très rapidement de venir sur le devant de la scène. Comme, par exemple, la mise en œuvre de la réforme du Bac. Au mois de février, les élèves de seconde devront choisir des options. Pour Marc Labbey, il convient d'être très vigilant. On verra à ce moment comment les lycées pourront répondre aux attentes des lycéens.

C'est donc tout naturellement que le Conseil fédéral a adopté une résolution (voir encadré) résumant la teneur des échanges, mais surtout soutenant l'appel des syndicats pour une journée de grève le 12 novembre.

## « L'État décide, les collectivités paient »



À l'issue du débat, le Conseil fédéral a voté à l'unanimité une résolution rappelant l'ambition des socialistes pour l'école. Un premier constat s'est rapidement imposé : alors que les besoins ne sont niés par personne, les récentes annonces budgétaires pour l'année 2019 entrent de

fait la priorité dont devait bénéficier l'Éducation nationale. Près de 3000 postes d'enseignants et de personnels administratifs vont être supprimés, entraînant une dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels. Une telle perspective n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

La seconde observation concerne l'acharnement déployé par le ministre pour détruire les mesures adoptées en faveur de l'école durant la précédente législature. Retour en arrière sur les

rythmes scolaires, modification de la réforme du collège, altération du dispositif « *Plus de maître que de classes* » derrière l'agitation médiatique dont est devenu coutumier Jean-Michel Blanquer, la réalité de son action est celle de reculs préjudiciables aux élèves.

Le Conseil fédéral de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste a aussi relevé qu'une grande part des mesures annoncées dans l'année écoulée l'a été sans réelle concertation préalable, ni étude d'impact financier ou organisationnel partagées pour les collectivités qui devront pourtant souvent en assumer seules les conséquences.

Pour ce gouvernement centralisateur, la méthode est dorénavant bien installée : « *L'État décide, les collectivités paient* ». Cette désinvolture est en contradiction totale avec les engagements de concertation constamment affichés par ce même gouvernement et alors même qu'il tente d'imposer aux principales collectivités une limitation de leurs dépenses de fonctionnement.

Le texte complet de cette résolution est en ligne sur [www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh)

# Fête de la gauche : rendez-vous en 2019

« Cette année, c'était très bien, l'année prochaine, ça sera encore mieux. » Voilà comment on peut résumer, en une formule, l'état d'esprit de la Fédération après le succès de la Fête de la gauche qui s'est tenue le 8 septembre au camping du Camfroust au Relecq-Kerhuon.

Une première réunion de debriefing, rassemblant les organisateurs du rassemblement, s'est tenue à Brest le 26 septembre. Kevin Faure, secrétaire fédéral à la communication, a présenté ses conclusions devant le Conseil fédéral de Trégunc.

Il y avait longtemps que la Fédération n'avait pas organisé un rassemblement politique et convivial de cette importance. Six ateliers participatifs ont été organisés. Treize associations étaient présentes et cinq groupes ont animé la journée. Aucun incident n'a été signalé. D'un point de vue financier, les dépenses ont été maîtrisées.

Le rôle joué par les membres du service d'ordre a été unanimement salué.

À l'issue de ce bilan, nettement positif, reste à répondre à quelques questions. Si le principe d'une deuxième édition, en 2019, est acquis, il faut encore trouver un lieu et une date. Là, le débat est ouvert. Faut-il changer de site, alors que le camping du Camfroust correspond aux attentes pour ce type de manifestation ? Faut-il au contraire instaurer un



Fête de la gauche : séance de debriefing

rendez-vous régulier au même endroit ? Les deux options se défendent.

De la même façon, faut-il que ce rassemblement marque la rentrée politique ? Ou au contraire qu'il vienne conclure l'année scolaire ? Là encore les deux options peuvent se défendre. Car, les organisateurs de la première édition ont pu constater que toutes les associations font leur rentrée le premier week-end de septembre et que la plupart des mairies organisent un forum des associations ce week-end. Or, dans leur grande majorité, les socialistes sont engagés dans la vie associative. Faut-il alors avancer ce rendez-vous fédéral au mois de juin ?

Il n'y a qu'une certitude après le succès de la première édition de Fête de la gauche : une deuxième édition se déroulera en 2019. Reste à en définir, collectivement, les modalités. Un groupe de travail va rapidement être mis en place, pour la préparer. Avis aux volontaires !

## Européennes : une procédure inédite

En revenant au vieux système des listes nationales pour les élections européennes, au lieu des grandes régions, le président de la République a redonné encore plus de pouvoirs aux sièges nationaux des partis.

C'est son choix. On comprend bien que ce dispositif favorise des mouvements jacobins, centralisés et verticaux comme « En Marche » et que les adhérents du parti présidentiel n'auront pas leur mot à dire pour la composition de la liste Macroniste.

Le mode de scrutin précédent garantissait une représentation à chaque grande région. Pas celui qui sera en vigueur pour les élections du 26 mai 2019. Afin de prévenir une absence de représentant.es de notre région sur la liste socialiste, les quatre Premiers secrétaires fédéraux de Bretagne ont imaginé une procédure permettant aux socialistes bretons de désigner le ou la représentant.e qu'ils souhaitent voir figurer en position éligible. Compte tenu de l'importance qu'a joué notre région dans la construction européenne et

de la très forte europhilie des Bretons, il serait en effet difficilement imaginable que la Bretagne ne soit pas représentée au sein du groupe socialiste au Parlement européen.

« Il s'agit d'une procédure originale, inédite en France », a souligné le Premier secrétaire fédéral, Johann Nédélec.

C'est ainsi que les quatre Premiers secrétaires fédéraux ont élaboré collectivement une circulaire détaillant la manière dont les socialistes bretons vont sélectionner les candidat.es qu'ils

souhaitent voir figurer sur la liste européenne.

Une commission électorale composée de 14 membres (4 pour le Finistère et l'Ille-et-Vilaine, 3 pour les Côtes-d'Armor et le Morbihan) va être créée. L'appel à candidature courra du 7 au 29 octobre à midi. Le 3 ou 4 novembre, les quatre conseils fédéraux se réuniront à Pontivy. Chaque candidat.e disposera de 5 minutes pour se présenter et exposer ses arguments. Une liste ordonnée et paritaire de 6 noms sera établie. Elle sera ensuite soumise au vote de l'ensemble des adhérents bretons dans la première quinzaine du mois de novembre.

Une fois validée, elle sera transmise à la direction nationale du PS qui devra en tenir compte pour établir sa liste. Cette procédure transparente et démocratique donnera une plus grande légitimité aux socialistes bretons.

Cette circulaire régionale a été adoptée par le Conseil fédéral du 29 septembre.



Les quatre Premiers secrétaires bretons

# Agenda

**17 octobre**

20h00 : Assemblée générale de la 8<sup>e</sup> circonscription à l'Espace Benoîte Grout, à Quimperlé.

**10 octobre**

20h00 : Atelier-débat « Quel système de santé et quel hôpital au XXI<sup>e</sup> siècle ? » au local du PS de Brest.

**11 octobre**

Vote en section sur le texte européen du PS.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1241 - Vendredi 5 octobre 2018  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# La Suède dans l'incertitude

Cyril Coulet

**Il est encore difficile de dire qui a gagné les élections du 9 septembre en Suède, nous explique Cyril Coulet, spécialiste des pays nordiques.**

**Cap Finistère : En 2014, à l'issue des dernières élections, vous écriviez dans une note publiée par la Fondation Jean-Jaurès : « L'extrême droite est laissée de côté mais dispose d'une influence croissante dans l'agenda politique ». Comment en quatre ans, les « démocrates de Suède » sont devenus une des principales forces politiques suédoises ?**

**Cyril Coulet :** Cette analyse semble toujours valable aujourd'hui. Le parti social-démocrate reste la première force politique suédoise mais il n'a pas réussi à endiguer son érosion électorale en dépit d'une mobilisation électorale importante. Et, même si certains, parmi le bloc de droite, ont évoqué la possibilité de donner des fonctions symboliques aux « démocrates de Suède » au sein du Parlement, aucun accord n'est aujourd'hui envisagé avec ce parti d'extrême-droite. L'extrême droite est ainsi rejetée par les deux alliances mais elle se retrouve au cœur de la vie politique en raison de l'incapacité dans laquelle se trouve chaque alliance d'obtenir une majorité au Parlement.

La montée de l'extrême-droite ou de manière plus générale des nouvelles formations politiques en Europe, s'explique en partie par l'épuisement de l'alternance et par une offre politique insuffisamment différenciée. La Suède, depuis 2010, connaît le système des blocs qui peut donner aux électeurs l'impression que la vie politique est figée. À cela s'ajoute l'instrumentalisation des peurs liées aux crises migratoires, dans un pays où l'État providence et l'État nation se confondent. La rhétorique de l'extrême-droite consiste à expliquer que la solidarité qui s'exerce dans ce pays n'est plus possible avec des populations présentées comme inintégrables, voire comme « inassimilables ».

Il faut aussi considérer le contexte scandinave où l'extrême-droite omniprésente. Ainsi, la droite populiste est au pouvoir en Finlande, en Norvège et elle soutient le gouvernement au Danemark.

**Cap Finistère : L'immigration a-t-elle été le seul sujet de débat de la campagne ?**

**Cyril Coulet :** Elle a été un thème important mais pas unique. Les débats ont aussi porté sur le système de santé, l'éducation et la sécurité intérieure. Les thématiques de la sécurité intérieure et de l'immigration ont nourri la dynamique électorale de l'extrême-droite. Mais le risque de voir l'extrême-droite

l'emporter a suscité un sursaut parmi l'électorat de gauche qui s'est finalement plus mobilisé que prévu.



**Cap Finistère : Finalement, la sociale-démocratie suédoise est plus solide que ce que les experts annonçaient ?**

**Cyril Coulet :** Si on regarde d'où elle vient, la sociale-démocratie suédoise est tout de même très mal en point. Certes, elle reste la première force politique mais elle a perdu 3% par rapport aux dernières élections mais surtout, elle ne peut prétendre gouverner seule, alors que dans les années 70, elle était quasiment hégémonique.

**Cap Finistère : Y-a-t-il une dimension europhobe dans le vote pour l'extrême-droite ?**

**Cyril Coulet :** L'adhésion de la Suède à l'Union européenne n'a pas été une évidence. Mais les gouvernements suédois ont toujours su négocier des clauses d'exception. On peut dire que le pays bénéficie d'une « adhésion à la carte » qui convient assez bien aux Suédois. Ils ne sont pas dans la zone euro et ont obtenu le maintien du monopole de la vente d'alcool par une entreprise publique, par exemple.

**Cap Finistère : Existe-t-il des signes d'une intervention de la Russie dans la campagne électorale ?**

**Cyril Coulet :** Les autorités suédoises ont été très vigilantes à ce sujet. Il ne semble pas qu'il y ait eu d'interventions étrangères. En revanche, les militants d'extrême-droite se sont beaucoup mobilisés sur les réseaux sociaux et le débat a porté sur la publication de sondages en ligne, pendant la campagne électorale, qui donnaient systématiquement le parti d'extrême-droite, les « démocrates de Suède », en progression. Or, on sait bien que la publication de ce type d'informations peut avoir une influence sur le vote des électeurs.

**Cap Finistère : Donc la Suède est aujourd'hui dans une impasse institutionnelle ?**

**Cyril Coulet :** Tout à fait. La composition du gouvernement se révèle plus compliquée que prévue. Les blocs sont plus compacts et plus solides qu'on pouvait le croire. Va-t-on vers une coalition arc-en-ciel ? Vers un blocage institutionnel ? Il ne faut pas oublier que, si l'extrême-droite n'a pas réalisé le score qu'elle espérait, elle pourrait bien tirer profit de cette situation et se renforcer encore.